

Retrouver le chemin de l'alimentation comme commun

Face aux impasses écologiques et sociales d'un système agro-industriel mondialisé, nous devons opérer une rupture radicale : cesser de traiter l'alimentation comme une simple marchandise soumise aux lois du marché. L'alimentation comme commun est un horizon politique et libérateur qui exige de démanteler les logiques de profit et les relations fondées sur l'exclusion, l'exploitation et l'extraction afin de remettre le soin et la subsistance au cœur de nos systèmes alimentaires.

En 1966, Lord Boyd Orr, le premier directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et lauréat du Prix Nobel pour sa tentative, tout au long de sa vie, d'éradiquer la faim dans le monde, écrivait : « *L'alimentation, nécessité première de la vie, doit être traitée différemment des autres biens comme les voitures qui ne sont pas vitales. L'alimentation mondiale devrait être considérée comme un approvisionnement en eau propre et adéquat pour une ville, payé par l'ensemble de la communauté en proportion du revenu.* »¹

Si Lord Boyd Orr – décédé en 1971 – était vivant aujourd'hui, il serait heureux de savoir que la production alimentaire est suffisante dans le monde pour nourrir correctement douze milliards de personnes, presque 40 % de plus que la population actuelle. Cependant, il serait aussi profondément déçu, sinon furieux.

Tout d'abord, la faim, la malnutrition, les maladies non transmissibles (obésité, diabète, cancers, maladies cardiovasculaires...), la pauvreté rurale et la destruction planétaire liées aux systèmes agroalimentaires d'entreprise et industrialisés ont augmenté de manière constante. Ensuite, l'alimentation a été pleinement subordonnée aux règles du commerce international, en particulier après la signature de l'Accord sur l'agriculture en 1995. Enfin, des pays et des régions comme l'Union européenne

semblent être engagés dans une course continue pour accélérer la libéralisation du commerce de l'alimentation, avec des accords bilatéraux et multilatéraux occupant une position prioritaire dans l'agenda de nombreux décideurs politiques et contribuant à la redéfinition des systèmes alimentaires, de réseaux complexes en monopoles aux mains du secteur privé, échouant manifestement à fournir un approvisionnement adéquat à toutes les personnes du monde.

Plus important encore, nous pensons que Lord Boyd Orr serait stupéfait de voir à quel point l'idéologie capitaliste de la maximisation de la valeur actionnariale, de la compétitivité et de la marchandisation a façonné la compréhension de l'alimentation dans le droit et l'imaginaire collectif. Partout dans le monde, les États, les entreprises et de nombreux individus – décideurs politiques ou non – ont cessé d'appréhender l'alimentation comme une composante vitale de la vie, un droit humain et une relation écologique qui devrait être soignée et prise en charge par et pour la communauté, et ont adopté l'idée qu'elle n'était qu'une marchandise, comme les voitures.

À notre époque où tout a été marchandisé et où les soins de santé, le logement, les routes, la terre et la nature sont devenus des actifs dans des portefeuilles

de fonds spéculatifs², il ne faut pas s'étonner que la nourriture – essentielle à la vie et partie intégrante de l'identité de chacun·e et donc toujours en demande – soit l'un des piliers du capitalisme contemporain³. Cependant, c'est précisément le fait qu'elle soit traitée comme toute autre marchandise qui sous-tend la plupart, sinon la totalité, des ruptures sociales et écologiques associées aux systèmes alimentaires dominés par les entreprises. Pour ces raisons, nous croyons que la transition agroécologique fondée sur les principes politiques et agronomiques promus par *La Via Campesina* exige la démarchandisation de l'alimentation.

Si l'alimentation était une voiture...

Dire que l'alimentation est une marchandise ne renvoie pas au fait qu'il faille de l'argent pour l'acheter ni à l'existence d'un marché où des produits sont achetés et vendus. Elle est et doit rester un bien échangeable. Pourtant, elle se transforme de bien échangeable en marchandise lorsque toutes les phases et relations du système alimentaire, de la ferme à la fourchette, sont conçues pour maximiser la valeur économique,

¹ Boyd Orr, J. (1966). *As I recall* (2^e éd.). MacGibbon & Kee, p.173.

² Christophers, B. Our Lives in Their Portfolios: *Why Asset Managers Own the World*, Verso, 2023.

³ Patel, R., & Moore, J. W. (2017). *A history of the world in seven cheap things*. Verso.

extraire le plus haut niveau de profit possibles des personnes et de la nature, fait primer les rendements financiers sur toute autre considération, et définir la distribution non pas selon les besoins et l'utilité, mais selon les sommes d'argent qui peuvent être obtenues. En outre, cela signifie considérer la nourriture comme détachée de la complexité des processus socio-écologiques sous-jacents et des implications distributives de l'ensemble du système : l'alimentation n'est pas travail, nature, capital, terre, décisions corporatives, gagnants et perdants. Elle n'est qu'un objet. Un bien fongible sans histoire, sans processus et sans implications socio-écologiques.

Traiter l'alimentation comme une marchandise n'est ni naturel ni inévitable, mais le résultat de processus juridiques, financiers et politiques qui sont élaborés par des perspectives idéologiques, des pratiques et des récits spécifiques. En effet, elle n'est pas une marchandise en soi, et les systèmes alimentaires ne sont pas non plus intrinsèquement construits pour produire des marchandises. Ils deviennent plutôt des marchandises lorsque la terre, les semences, l'eau, les animaux, le travail, etc. sont clôturés, privatisés, rendus artificiellement rares, et organisés et alloués selon la logique de la maximisation du profit. Lorsque la terre et les moyens de production sont marchandisés, les agriculteurs doivent organiser la production selon une comptabilité financière plutôt que selon des nécessités sociales ou écologiques. Lorsque les personnes sont exclues de la terre ou urbanisées, elles doivent obtenir la nourriture par d'autres moyens qu'en la produisant. En l'absence d'un système fondé sur la communauté qui fournit l'accès indépendamment de la capacité financière, il leur est donc demandé de vendre leur travail contre un salaire afin de survivre. La marchandisation de l'alimentation et des systèmes alimentaires est la marchandisation de la vie.

Et si l'alimentation n'était pas une marchandise ?

En 2011, un référendum a été organisé en Italie pour demander à la population si elle acceptait la privatisation de l'eau et l'idée que le capital privé



© Wikimedia Commons

pouvait générer un rendement financier stable sur les infrastructures et la distribution de l'eau⁴. La complexité de la matière juridique a été communiquée de manière directe : l'eau n'était pas une marchandise mais un commun, et comme telle elle devait être traitée. En réponse, presque vingt-sept millions de personnes ont voté pour garder l'eau à l'écart d'une privatisation supplémentaire et pour poser les fondations d'un système de l'eau basé sur les besoins et l'utilité plutôt que sur le profit et les marges. Quelques années plus tard, l'un de nous a eu l'occasion de discuter informellement avec Jose Luis Vivero-Pol, qui réfléchissait déjà activement à la question⁵ : pourquoi la nourriture est-elle traitée comme toute autre marchandise ? Pourquoi – contrairement à l'eau – est-il si difficile de l'imaginer comme un commun et de construire des systèmes alimentaires qui reflètent la même valeur ?

Dans les années qui ont suivi, universitaires et non-universitaires ont discuté l'idée de l'alimentation comme un commun et proposé qu'elle soit pensée comme une non-marchandise, et que les systèmes alimentaires avec leurs multiples relations socio-écologiques soient également réinterprétés et réorganisés⁶. Toutefois, penser l'alimentation comme commun ne nécessite pas de réinvention, elle exige plutôt de redécouvrir, ou de réenchanter, pour utiliser les mots de Silvia Federici⁷, la manière dont la production, la distribution et la consommation de nourriture pourraient

se produire hors des logiques d'appropriation privative, de la privatisation et de la marchandisation. L'alimentation comme commun signifie construire des systèmes alimentaires post-capitalistes centrés sur l'inclusion, la solidarité, la justice, l'auto-reproduction, la régénération et le respect de la nature, en commençant par démonter les structures matérielles et immatérielles qui subordonnent la production et l'accès à la nourriture à la logique du capital et de l'accumulation illimitée. C'est plus qu'un simple débat théorique. Cette idée renvoie plutôt à un ensemble divers de pratiques de terrain qui visent à

⁴ Mattei, U., Protecting the Commons: Water, Culture, and Nature: The Commons Movement in the Italian Struggle against Neoliberal Governance. *South Atlantic Quarterly*, 112(2), 366–376. doi: <https://doi.org/10.1215/00382876-2020244>

⁵ Vivero-Pol, J. L. (2013). *Food as a commons: Reframing the narrative of the food system* (SSRN Working Paper Series No. 2255447). Social Science Research Network.

⁶ Vivero-Pol, J. L. (2013). *op.cit.*; Vivero-Pol, J. L., Ferrando, T., De Schutter, O.,

& Mattei, U. (2018). *Routledge handbook of food as a commons* (J. L. Vivero-Pol, T. Ferrando, O. De Schutter, & U. Mattei, Eds.). Routledge. Pettenati, G., Toldo, A., & Ferrando, T. (2018). The food system as a commons. Dans J. L. Vivero-Pol, T. Ferrando, O. De Schutter, & U. Mattei (Eds.), *Routledge handbook of food as a commons*. Routledge

⁷ Federici, S. (2018). *Re-enchanting the world: Feminism and the politics of the commons*. PM Press.

consolider et à expérimenter des compréhensions et des pratiques des relations écologiques qui transcendent le dogme de la marchandise. L'alimentation comme commun en tant que champ de recherche dévoile l'idéologie et affine la nature explicative et axiologique du concept. Les pratiques sur le terrain, quant à elles, matérialisent ces idées tout en nourrissant et en influençant continuellement les réflexions théoriques.

Vers des systèmes alimentaires post-capitalistes

En tant qu'auteurs ayant mené des recherches et plaidé pour l'alimentation comme commun depuis un certain temps, nous sommes enthousiastes face à la multiplication des cas où la marchandisation de la nourriture est promue et pratiquée, et par la manière dont les acteurs publics et les communautés s'engagent avec l'idée des communs comme alternative au duopole du marché et de l'État. Pourtant, pour prendre au sérieux l'avertissement du juriste italien et spécialiste des communs Stefano Rodotà, qui avait l'habitude de dire que «si tout est un commun, rien n'est un commun», nous estimons important de souligner la nécessité de ne pas perdre le caractère politique des communs. De la même manière que l'agroécologie est un mouvement politique avant d'être un outil agronomique et technique, penser l'alimentation comme commun est – avant tout – un rejet du capitalisme comme manière spécifique d'organiser les humains et les non-humains, enracinée dans une histoire d'oppression patriarcale, coloniale et raciale.

Défendre l'alimentation comme commun implique donc de soutenir les actions de base et les processus conduits par les communautés, tout en gardant à l'esprit l'horizon transformateur de long terme, qui va au-delà de la construction d'îlots de communs entourés d'une mer de capitalisme. Pour cela, il est essentiel d'entourer les initiatives conduites par les communautés qui fournissent et partagent l'accès à la terre et aux moyens de production pour la transition agro-écologique, ou ces réseaux qui collectivent, sauvegardent et distribuent

les semences hors du régime exclusif de la propriété privée, ou encore les dispositifs d'agriculture soutenue par la communauté par lesquels les mangeurs partagent le risque des producteurs et créent des espaces propices à des pratiques socialement et écologiquement transformatrices. Toutefois, le soutien immédiat et tactique doit être ancré dans l'objectif aspirationnel et stratégique de démarchandiser à la fois les pratiques et les compréhensions de l'alimentation, avec toutes les relations socio-écologiques qui la rendent possible. C'est ce que l'on définit souvent comme «commoning» (le «faire commun»), c'est-à-dire le processus de «faire ensemble» dans la destruction créative de l'existant avec l'objectif de construire des alternatives écologiques et justes.

«Défendre l'alimentation comme commun implique de soutenir les actions de base et les processus conduits par les communautés.»

Lorsqu'il s'agit des systèmes alimentaires, le «faire commun» exige de reconnaître, contester et démanteler activement les relations fondées sur l'exclusion, l'exploitation et l'extraction au seul bénéfice de la génération de profit, et de les remplacer par des relations sociales alternatives d'inclusion, de soin, de réparation significative, de régénération et de subsistance. Le «faire commun» alimentaire va aussi profondément que les ramifications des processus qui rendent la marchandisation possible et pensable. Cela signifie que les pratiques de «faire commun» peuvent se concentrer sur le cadre idéologique en posant la question : «Pourquoi l'alimentation est-elle traitée comme n'importe quelle autre marchandise?» et sur les éléments, processus et cadres spécifiques qui le rendent possible, en posant la question «comment l'alimentation est-elle définie, gérée et vécue comme une marchandise?» Plus important encore, faire commun autour de l'alimentation signifie rassembler des forces, des idées et des propositions pour répondre à la question la plus

difficile : «quelles sont les caractéristiques des systèmes alimentaires démarchandisés et comment y parvenir?»

Réenchanter l'alimentation

Le système alimentaire fondé sur la marchandise est sans aucun doute profondément enraciné dans les esprits et les pratiques de nombreuses personnes ; c'est une machinerie immense et complexe qui ne peut être démantelée facilement. Pourtant, l'alimentation comme commun rappelle que cette situation n'est ni naturelle ni inévitable, et nous offre des outils théoriques et pratiques pour réenchanter l'alimentation.

Le vocabulaire et les aspirations des communs fonctionnent comme une paire de lunettes critique qui met en évidence les injustices structurelles du système alimentaire capitaliste mondial actuel. Ils ne sont pas la seule manière de discuter ces aspirations ni de se rassembler autour de visions post-capitalistes. Cependant, ils offrent un horizon politique utile fait d'interventions matérielles et de transformations idéologiques. L'alimentation comme commun est plus qu'un champ académique dynamique et transdisciplinaire explorant les multiples dimensions de ce que signifie dépasser la nourriture comme marchandise et faire du «faire ensemble» autour des systèmes alimentaires. C'est un ensemble riche et toujours en évolution de pratiques sur le terrain qui résistent matériellement à la logique du capital et préfigurent des alternatives valables et viables. En ce sens, l'alimentation comme un commun est un récit pour la libération⁸. L'alimentation comme non-marchandise n'est pas une nouveauté, mais un enchevêtrement socio-écologique qui précède l'imposition de la forme capitaliste. Imaginer et façonner l'alimentation comme commun est une manière de regagner le territoire qui a été perdu, en reconnaissant qu'il n'est pas trop tard, mais que le temps est compté.

⁸ Kuljaj, A., Louvin, J.-M., Anderson, M., Jaffer, N., & Ferrando, T. (2021). From food as commodity to food as liberation. *Development*, 64(3), 245–251.